

ÉDITO

Mongolie : Vers un gouvernement de coalition

Par Arnaud Leveau



Arnaud Leveau est membre du Comité d'orientation d'Asia Centre. Il a plus de 25 ans d'expérience pratique dans la région Indo/Asie-Pacifique aussi bien dans l'industrie, les affaires gouvernementales que la recherche en relations internationales. Titulaire d'un doctorat en science politique de l'École normale supérieure de Lyon, il est l'auteur de nombreuses publications sur la péninsule coréenne, la Thaïlande, l'Asie du Sud-Est et les questions de sécurité dans la région Indopacifique. Il enseigne également le monde des affaires en Asie à l'université Paris Dauphine PSL.

Les premières élections législatives mongoles – depuis la réforme de mai 2023 faisant passer le Parlement monocaméral (Grand Khoural) de 76 à 126 sièges – se sont tenues le 28 juin. Selon le nouveau code électoral, 78 sièges sont soumis à un scrutin majoritaire. Les 48 sièges restants sont désignés à la proportionnelle. Le système politique mongol est semi-présidentiel avec un Premier ministre et un Président élus séparément tous les quatre ans. Le Premier ministre détient le pouvoir administratif et coordonne le travail ministériel tandis que le Président se concentre sur les questions de défense, les relations étrangères et sur la nomination de responsables nationaux, comme les juges. Le mandat du Président actuel, Ukhnaagiin Khürelsükh, se terminera en juin 2027.

Un parti majoritaire affaibli

Le décompte provisoire présenté dès le 29 juin par la commission électorale générale montre que le Parti du peuple mongol (MAN pour Mongol Ardin Nam) du Premier ministre Luvsannamsrain Oyun-Erdene garde de justesse la majorité absolue avec 68 sièges. Avec 35,01% des voix, le MAN voit

toutefois sa majorité fortement réduite par rapport aux précédentes élections de 2020 où il avait obtenu 44,93% des voix. Descendant de l'ancien Parti révolutionnaire du peuple mongol fondé en 1921, le MAN domine largement la scène politique mongole depuis la démocratisation du pays entamée au début des années 1990. Il n'a ainsi été que deux fois dans l'opposition de 1996 à 2000 et de 2012 à 2016.

Avec 30,14% des voix, la principale formation d'opposition, le Parti démocrate a obtenu 42 sièges, tandis que le parti anticorruption de centre-droit, HUN, a réussi à obtenir huit sièges avec 10,38% des voix. Le parti Coalition nationale et le parti vert Volonté civile ont chacun obtenu quatre sièges.

Pour répondre à ce qu'il considère comme un revers électoral, le Premier ministre a lancé une série de discussions avec les deux principaux partis d'opposition pour tenter de former un

gouvernement de coalition. En effet, en l'absence de super-majorité, le gouvernement risque de voir ses marges de manœuvres limitées, notamment en matière de réformes fiscale ou institutionnelle dont certaines nécessitent une majorité des deux tiers. Le fait que le Président appartienne au MAN devrait toutefois limiter le risque de crise entre les deux branches de l'exécutif.

Une démocratie résiliente

Depuis sa transition d'un parti unique vers un système démocratique, entamée il y a plus de trente ans, la Mongolie a connu neuf élections législatives. Bien que le système ne soit pas sans défaut, il a permis des transitions pacifiques de pouvoir, une vraie compétition multipartite et une hausse régulière du





taux de représentation des femmes. Aux élections de juin, elles représentaient 39% de l'ensemble des candidatures et un quart du nouveau Parlement. Cela est d'autant plus remarquable que la Mongolie fait figure d'exception dans une région marquée par l'autoritarisme comme en Russie ou par le maintien d'un parti unique comme en Chine.

Bien qu'elle fasse preuve de dynamisme et de résilience, la démocratie mongole doit faire face à une série de défis. Le taux de participation aux élections locales, parlementaires et présidentielles baisse à chaque scrutin. Cela a encore été une fois le cas. Le taux a baissé de 3,35% par rapport aux élections de 2020 pour tomber à 69,4% (contre environ 96% en 1992). Cette tendance correspond à une méfiance croissante envers les gouvernements et les élus que l'on peut observer dans la plupart des autres démocraties dans le monde, mais s'explique aussi par une certaine instabilité du système électoral qui donne parfois le sentiment d'une manipulation des résultats par la classe politique dominante. Le système de vote en bloc pratiqué les années précédentes a clairement été favorable aux grands partis et a laissé peu de place aux autres formations politiques. Cette année, avec seulement 17 jours, la campagne électorale a également favorisé les partis déjà bien établis.

Avec une population jeune – environ 59% de la population à moins de 30 ans et 27% moins de 14 ans – et un système électoral plus ouvert, les choses semblent se mettre en place pour un renouvellement progressif de la classe politique et une prise en compte plus importante des aspirations de la jeunesse. La campagne électorale a notamment été portée par un fort mouvement de contestation contre la corruption, considérée par beaucoup comme endémique, contre un coût de la vie trop

élevé et contre l'accaparement par une élite fortunée de l'essentiel des bénéfices liés à l'essor du secteur minier. Selon la Banque asiatique de développement (BAD), plus de 27% des Mongols vivaient sous le seuil de pauvreté en 2022.

Trouver des « troisièmes voisins »

Le pays reste structurellement amarré à la Chine et à la Russie pour son commerce et les transports. L'économie dépend de ses exportations de minerais (charbon et cuivre) vers la Chine. Cela représente une opportunité à court terme mais aussi un risque sur le long terme car si la Chine a fortement accru ses importations de charbon au cours de ses dernières années, elle prévoit de les réduire sensiblement dans les décennies à venir dans le cadre de sa transition énergétique. Avec une croissance économique plus faible, la demande d'exportations mongole devrait également ralentir en Chine. Parallèlement, la Mongolie reste fortement dépendante de la Russie pour ses importations de pétrole.

Cette situation de double dépendance limite les marges de manœuvres mongoles en termes de politique étrangère. Le pays évite de prendre des positions fortes sur les grands enjeux internationaux comme la guerre en Ukraine ou la question de Taiwan. Cependant, pour limiter l'influence ses grands voisins et se ménager des marges de manœuvres, la Mongolie s'est lancée depuis plusieurs années dans une politique de diversification de ses relations économiques et politiques dans le cadre de la stratégie dite du « troisième voisin ». Cela a permis au pays de se rapprocher du Japon, mais aussi de la Corée du Sud et des Etats-Unis.

Dans une moindre mesure, le pays s'est également rapproché de l'Australie, de l'Europe et de l'Inde. La Mongolie aussi est un important contributeur aux opérations de maintien de la paix menées par les Nations Unies. Plus de 900 soldats et policiers mongols sont actuellement déployés en République centrafricaine, à Chypre, en République démocratique du Congo, au Liban, au Sud Soudan, dans le Sahara occidental et au Yémen. De même, la Mongolie est un des rares pays en dehors du cercle euro-atlantique à s'être engagé dans un partenariat de coopération avec l'OTAN, notamment en matière d'interopérabilité et de formation.

Du renouveau dans la continuité

Même si le Premier ministre arrive à constituer un gouvernement de coalition, son parti restera majoritaire au Parlement. Cela laisse présager une certaine continuité avec la politique menée au cours de ces huit dernières années. Malgré de fortes critiques liées à la gestion de la crise de la Covid-19, de la corruption (le pays était classé à la 131e place en 2023 dans l'indice de perception de la corruption publié par Transparency International) ou du coût de la vie, le MAN a réussi à se maintenir au pouvoir en partie grâce à l'essor économique que connaît le pays depuis plusieurs années. Cette croissance, estimée par la BAD à +4,1% en 2024 et à +6% en 2025 (7% en 2023) est largement portée par les exportations minières et le développement des infrastructures.

La hausse régulière des exportations minières, plus particulièrement de charbon (58% des exportations en 2023), permet au pays de bénéficier d'une balance des paiements favorable et lui ouvre l'accès aux marchés internationaux de capitaux. La Mongolie se positionne également comme un fournisseur émergent de minéraux critiques, ce qui lui permet d'attirer d'importants investissements étrangers. Le pays a ainsi signé un protocole d'accord estimé à 1,6 milliards de dollars avec la société française Orano en octobre 2023 pour les droits de développement et d'exploitation de la mine d'uranium de Zuuvch-Ovoo, dont la production est prévue en 2028. La signature finale de l'accord a été retardée par les autorités mongoles en raison du contexte électoral mais aussi en raison de préoccupations concernant la protection des ressources stratégiques. Pour les autorités, un travail de communication en direction de la population est également nécessaire d'autant plus que les principaux partis d'opposition se montrent moins favorables en ce qui concerne le développement de l'industrie minière. Nonobstant les difficultés et les pressions rencontrées, la signature du contrat pourrait se concrétiser après la constitution du nouveau gouvernement mongol. Dans le contexte actuel, les points d'interrogations viennent tout autant de la situation intérieure en France, où là aussi des changements sont attendus ●

REGARD D'EXPERT

Penser la transformation du monde et de l'Europe (2/2)

Publié par l'Institut de France, Académie des Sciences Morales et Politiques

Par Jean-David Levitte



Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, et président du conseil de fondation du Geneva Centre for Security Policy (GCSP), Jean-David Levitte a eu une carrière diplomatique remarquable.

Entré au Quai d'Orsay en 1970, Jean-David Levitte a commencé sa carrière diplomatique à Hong Kong puis à Pékin, avant d'être appelé par le Président Giscard d'Estaing à rejoindre l'Élysée de 1975 à 1981. De 1995 à 2000, il a été le Conseiller diplomatique et Sherpa du Président Jacques Chirac. Auparavant, il a été notamment Directeur Général des Relations culturelles, scientifiques et techniques, Directeur en charge de l'Asie et de l'Océanie, Ambassadeur aux Nations-Unies à Genève, Sous-directeur de l'Afrique de l'Ouest au ministère des Affaires Etrangères. De 2007 à 2012, il a été le conseiller diplomatique et Sherpa du Président Nicolas Sarkozy. De 2003 à 2007, il a été Ambassadeur à Washington pendant la difficile période de la guerre en Irak. De 2000 à 2002, il a été Ambassadeur à l'ONU à New York, présidant le Conseil de Sécurité lors des attaques du 11 septembre 2001, et négociant le retour des inspecteurs en Irak en 2002. Jean-David Levitte a rejoint le groupe ESL & Network en septembre 2015.

Dans notre dernière newsletter, Jean-David Levitte dressait trois bouleversements marquant le début d'un nouvel ordre global, qui n'est plus centré sur l'Occident : le retour de la guerre en Europe, une guerre froide mondialisée d'un nouveau genre et la réaffirmation du non-alignement. Autant de défis qui posent l'enjeu pour la France et l'Union Européenne de s'insérer de la meilleure manière aux côtés du « Sud Global ».

Sans sous-estimer l'ampleur des défis posés par la situation politique en France et en Allemagne notamment, je crois que nous pouvons être raisonnablement optimistes, si j'en juge par la capacité des Européens à relever les défis passés. J'en citerai deux exemples :

- L'euro d'abord. Je peux porter personnellement témoignage des difficultés considérables qu'il a fallu surmonter depuis la création du « serpent » réduisant progressivement les fluctuations des monnaies européennes pendant les années du Président Giscard d'Estaing et du Chancelier Schmidt, jusqu'à l'abandon du deutschemark, du franc et des autres monnaies grâce à la détermination sans faille du Chancelier Kohl et du Président Chirac. Nommé ambassadeur à Washington, j'ai demandé au Président de la Réserve Fédérale, Alan Greenspan, lors d'un déjeuner en tête-à-tête : « Comment avez-vous pu laisser les Européens créer une monnaie commune qui pourrait, un jour, rivaliser avec le dollar ? » Sa réponse a eu le mérite de la franchise : « Nous ne pensions pas que vous alliez réussir ! »

- Autre exemple, beaucoup plus récent : la crise du Covid. La santé ne fait pas partie des compétences communautaires. Et pourtant nous avons su très rapidement réagir dans l'unité en demandant à la Commission de négocier l'achat massif de vaccins pour tous les Européens. Et nous avons ensuite décidé de lever ensemble un emprunt de 800 milliards d'euros pour « build back better » les économies de nos pays sous le contrôle de Bruxelles.

Aujourd'hui l'Europe a devant elle trois défis colossaux : le retour de la guerre en Europe, les conséquences de la guerre froide entre les Etats-Unis et la Chine et enfin l'affirmation du « Sud Global ». Saura-t-elle les relever et émerger comme le troisième grand acteur global, allié aux Etats-Unis mais autonome, porteur de ses valeurs, offrant au monde un chemin de paix et un exemple face au défi du changement climatique ? Vous allez peut-être me trouver excessivement optimiste, mais j'y crois. Constatons d'abord que nous avons su approfondir, année après année, l'intégration de nos économies et de nos sociétés, avec le marché commun,

la monnaie unique qui est un succès majeur, l'abolition des frontières internes dans l'espace Schengen et la mise en place d'un contrôle des frontières extérieures.

Les élargissements successifs ont été un succès et ont permis un rattrapage économique impressionnant des nouveaux états membres. En 1957, nous étions six pays et 180 millions, avec en face de nous l'empire soviétique et ses 300 millions d'habitants. Aujourd'hui, nous sommes 450 millions dans les 27 pays de l'Union, avec en face de nous une Russie réduite à 143 millions.

Mais les transformations du monde, à commencer par le retour de la guerre sur le sol européen, placent l'Union devant des défis redoutables. Saurons-nous les relever et comment ?

Face à la guerre sur notre continent et en raison des incertitudes électorales américaines, l'Europe doit d'abord relancer en grand et vite son industrie d'armement. Le Royaume-Uni et la Norvège doivent être associés à ce projet : l'Union fait la force ! Un vrai pilier européen doit être édifié au sein de l'Alliance Atlantique.

Bien sûr, ce réarmement européen aura un coût important qui viendra s'ajouter à celui de la lutte contre le réchauffement climatique et celui des investissements dans les nouvelles technologies. Mais nous en avons les moyens financiers. Les Européens épargnent massivement : 14% du PIB contre 4% aux Etats-Unis. Mais cette épargne, à hauteur de 300 milliards d'euros, quitte l'Europe et se dirige notamment vers les Etats-Unis.

Deux anciens premiers ministres italiens, Enrico Letta et Mario Draghi, ont préparé deux excellents rapports sur les réformes nécessaires pour rendre l'Union plus attractive et aussi compétitive que les Etats-Unis. Adoptons un « Inflation Reduction Act » à l'européenne ! Doublons nos dépenses de recherche ! Dérégulons nos économies ! Débloquons nos marchés de capitaux !



Ayons davantage le goût du risque ! Autre grand chantier : l'Union a décidé d'ouvrir ses portes, le moment venu, aux cinq Etats des Balkans Occidentaux et désormais, à l'Ukraine et à la Moldavie. Cette Union élargie de plus de 500 millions d'habitants devra d'abord, pour fonctionner efficacement, réviser ses institutions et notamment abandonner la règle de l'unanimité dans les domaines des finances et de la politique étrangère : plus de droit de veto paralysant la volonté de la vaste majorité des pays membres !

En affirmant sa volonté d'ouvrir ses portes à l'Ukraine et à la Moldavie, l'Union européenne a, bien sûr, envoyé un message clair à la Russie : la guerre d'agression de Moscou a changé la donne sur le continent. Il appartient aux Ukrainiens et à eux-seuls de décider si, quand, et comment, cette guerre doit prendre fin. La négociation dite du « format Normandie » entre la France, l'Allemagne, l'Ukraine et la Russie, avait permis d'enregistrer des avancées que l'agression russe a interrompues. Peut-être faudra-t-il le moment venu y revenir ?

Au-delà du continent européen, dans le reste du monde, l'Union européenne est un géant invisible : l'Union et ses pays membres apportent 43% du total mondial de l'aide publique au développement. Mais qui le sait ? L'Union européenne a un déficit d'image aggravé par les propagandes hostiles, celles de la Russie en particulier.

Face à l'accroissement des migrations en provenance notamment du Moyen-Orient et de l'Afrique, l'Europe a décidé de renforcer les contrôles à ses frontières. C'était inévitable. Mais cela doit être complété par une politique d'aide au développement et de lutte contre le réchauffement climatique plus visible et, j'ose le dire, plus conditionnelle.

La définition et l'adoption de politiques coordonnées entre les 27, négociées avec nos partenaires du « Sud Global », doivent permettre de corriger ce grave déficit d'image et de relancer des partenariats équilibrés. Il en va de même pour les accords commerciaux et d'investissement avec nos grands partenaires d'Amérique latine et d'Asie, à commencer bien sûr par la Chine. La Commission de l'Union européenne a décrit en 2019, à juste titre, la Chine comme « un partenaire de coopération » sur les grands dossiers tels que la lutte contre le changement climatique, mais aussi comme un « concurrent économique majeur » et enfin comme un « rival systémique » qui promeut un modèle de gouvernance différent du nôtre. Ce constat lucide ne doit pas nous empêcher de coopérer au bénéfice des deux parties et du monde entier, chaque fois que possible. Et c'est possible !

Oui, ces différents regards sur le monde tel qu'il est ou tel qu'il devrait être, regards des pays du « Sud Global » et de l'Europe, de la Chine et des Etats-Unis, ne devraient pas nous empêcher de coopérer. De fait, cette coopération est tout simplement indispensable pour relever les immenses défis que sont le changement climatique, les évolutions démographiques très différentes selon les continents, mais aussi les graves crises régionales actuelles.

Je pense aux crises du continent africain, qu'il s'agisse du Soudan, des provinces orientales de la République Démocratique du Congo ou des pays du Sahel.

Et je pense aussi, bien sûr, à la crise que connaît le Proche-Orient, à l'affrontement entre Israël et le Hamas et aux risques réels d'extension du conflit au Liban, voire à l'Iran.

Entre Israéliens et Palestiniens, en 1993, nous avons été à deux doigts de la solution des deux Etats. Qui ne se souvient de la photo du Président Clinton avec à ses côtés Rabin et Arafat, le 13 septembre 1993 à la Maison Blanche ? Ce jour-là, oui la paix était à portée de main sur la base des accords d'Oslo. Malheureusement, deux ans plus tard, un extrémiste israélien assassinait Rabin et, avec lui, l'espoir de paix. Aujourd'hui la solution des deux Etats reste le seul chemin vers une paix juste et durable. Pour y parvenir, plusieurs Etats arabes et notamment l'Arabie Saoudite, sont prêts à apporter leur contribution. Aux côtés des Etats-Unis, l'Europe doit davantage se mobiliser. Elle le peut. Elle le doit !

Au terme de ce parcours géopolitique, vous l'aurez compris, je crois en l'Union européenne. Je suis convaincu que les valeurs que l'Europe a inventées il y a plusieurs siècles et que sa construction incarne aujourd'hui, offrent à ses peuples un bel avenir pour peu qu'ils se mobilisent pour le construire.

Mieux : dans le monde conflictuel d'aujourd'hui, je suis convaincu que ces valeurs européennes, devenues en 1945 celles de la Charte des Nations-Unies offrent, aujourd'hui encore, le meilleur chemin vers un monde de paix et de progrès ●

REGARD D'EXPERT

Les nations s'affrontent, les passions s'embrasent : l'Euro 2024 sous le feu des réseaux sociaux

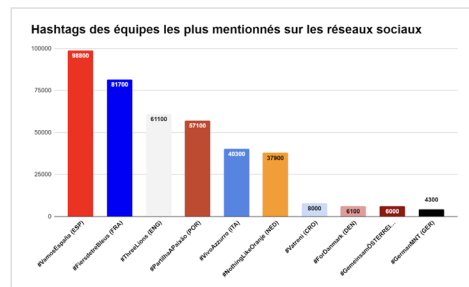
Par Benjamin Guérin



Diplômé en Management des Organisations Sportives, Benjamin s'est rapidement spécialisé dans la communication digitale. Il débute sa carrière en tant que chargé de communication chez Femix'Sports, association visant à promouvoir le sport féminin et la mixité dans le sport. Il rejoint ensuite GIGAFIT en tant que responsable marketing et communication du groupe afin de développer la présence digitale de plus de 60 établissements sportifs. Benjamin rejoint le pôle communication 360 d'Antidox en 2021.

Dans un premier temps, il est important de noter que chaque pays participant a des données démographiques très variées et possède une fanbase unique. L'Allemagne, avec ses 83 millions d'habitants, est le pays le plus peuplé, tandis que la Géorgie, avec ses 3,7 millions d'habitants, est le moins peuplé. Les supporters anglais, à peu près 20 millions de téléspectateurs par match, sont connus pour leur passion du football. La France bénéficie également d'un sentiment positif sur les réseaux sociaux. *données basées sur des sondages et des études de marché liées à l'intérêt pour le football dans chaque pays.

En comparant les populations des nations participantes et l'ampleur de leur soutien, nous mettrons en lumière les dynamiques sociales et culturelles qui rendent cet événement si captivant.



Après la réalisation d'un panorama détaillé de l'engagement et du soutien des fans pour les équipes nationales participant à l'Euro 2024, on note que l'Angleterre se démarque avec une impressionnante proportion de 36% de sa population active derrière les #ThreeLions, reflétée par une activité

massive sur les réseaux sociaux avec plus de 75K mentions (@mentions + #hashtag dédié à l'équipe). En revanche, bien que l'Allemagne possède une fanbase plus large en termes absolus avec 25 millions de supporters actifs (30% de la population), ses mentions sur X restent plus modestes à 26,1K, indiquant un engagement en ligne moins prononcé. La France, 2ème au classement FIFA, génère quant à elle le plus grand nombre de mentions avec 325,6K via #FiersdetreBleus et #AllezLesBleus, illustrant un fort sentiment de fierté nationale parmi ses 15 millions de supporters actifs.

En termes de proportions, des pays comme le Portugal et la Croatie montrent une passion profonde avec respectivement 40% et 50% de leur population active soutenant leurs équipes nationales. Ces chiffres se traduisent par une présence significative sur les réseaux sociaux, avec des hashtags comme #PartilhaAPaixão et #Vatreni (et les mentions @selecaoportugal / @HNS_CFF) qui génèrent respectivement 115,9K et 21,8K mentions. Malgré des populations plus modestes, des nations comme la Suisse et l'Autriche maintiennent des niveaux élevés d'engagement avec 25% et 22% de leurs citoyens actifs comme supporters pour se connecter à leurs équipes respectives sur les réseaux sociaux.*

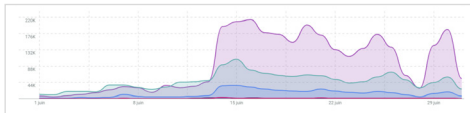
Les réseaux sociaux jouent un rôle incontournable dans la dynamique de l'Euro 2024. Des millions de fans du monde entier s'y rassemblent pour partager leurs opinions, leurs joies et leurs déceptions. Véritable plateforme d'échange pour les supporters, les réseaux sociaux permettent de suivre l'actualité de la compétition, de commenter les matchs en direct et d'analyser les performances

L'Euro 2024 bat son plein, et la fièvre du football s'est emparée de l'Europe ! Cette édition marque le retour de l'Allemagne comme pays hôte de l'Euro, après l'avoir organisé en 1988. Depuis lors, le paysage footballistique européen a considérablement évolué, tant en termes de talents émergents que de dynamiques de jeu. Les vingt-quatre équipes participantes sont issues d'un processus de qualification rigoureux, garantissant un niveau de compétition élevé.

Ainsi, avec le lancement de cet événement, les fans de football à travers l'Europe se sont mobilisés pour soutenir leurs équipes nationales, créant une atmosphère électrique sur et en dehors des terrains. Mais qui sont les favoris pour remporter le titre ? Quel pays bénéficie du plus grand soutien en ligne ? Quelle nation domine les conversations en ligne ?

À travers cette étude, nous plongeons au cœur de cette effervescence sportive en analysant les discussions et les avis sur les réseaux sociaux pour comprendre comment les différentes fanbases expriment leur ferveur et quels pays génèrent le plus d'engouement.

des équipes. Depuis le 1er juin, plus de 4 745 000 messages ont été publiés sur les réseaux sociaux avec les mentions #Euro2024, @EURO2024, @EURO2024FRA et @EURO2024DE. Un chiffre impressionnant qui témoigne de l'engouement des fans pour la compétition, mais qui reste en deçà des plus de 10 millions de messages publiés lors de l'Euro 2020 au même stade de la compétition. Ce phénomène s'explique sans doute par le contexte particulier de l'Euro 2020, qui a eu lieu après une longue période de restrictions sanitaires et qui était donc particulièrement attendu par les supporters.



Mentions de l'Euro 2024 du 1er juin au 1er juillet en Europe (#Euro2024 / @EURO2024 / @EURO2024FRA / @EURO2024DE / Euro 2024)



Mentions de l'Euro 2024 du 1er juin au 1er juillet en Europe #Euro2024

A travers la mention #Euro2024, qui est représenté dans 3 millions de messages, on constate quatre principaux pics de visibilité :

- Le 14 juin, date du début officiel de l'Euro, avec le match Allemagne - Ecosse.
- Le 20 juin, jour où Kylian Mbappé s'est dévoilé avec son masque après s'être cassé le nez lors du 1er match des Bleus / Le partage vidéo de Disney Italia soulignant l'aspect émotionnel du sport et l'excitation de regarder des matchs en direct / Différents posts de @UEFAEURO2024FR et du joueur espagnol Pedri González évoquant le tournoi à venir et l'excitation qui l'entoure, tandis que le journaliste Conan Furlong partage une vidéo présentant des moments forts du football.
- Le 25/26 juin, Cristiano Ronaldo est mentionné à plusieurs reprises, y compris dans un message où il figure en tant que « Trending Topic » / Luka Modric, Kylian Mbappe et Lionel Messi sont également mentionnés dans de nombreux tweets / Plusieurs posts font référence au match à venir entre l'Italie et la Croatie, certains prédisant une victoire italienne.
- Le 29/30 juin, l'engouement s'accélère avec le début des huitièmes de finale.

Chaque match de l'Euro 2024 a son propre hashtag dédié, permettant de suivre les conversations qui lui sont spécifiques. Ces hashtags (#SUIGER pour Suisse-Allemagne, par exemple) témoignent de l'engagement et de l'intérêt variés des fans pour les différentes rencontres.

Le match d'ouverture Allemagne-Écosse a ainsi généré plus de 67,7K mentions sur les réseaux sociaux, avec des pics d'activité lors des buts et des décisions arbitrales controversées. À ce jour (1er juillet, avant le match France-Belgique), les trois matchs les plus tweetés cumulent 265K tweets, soit 25% du total des hashtags des matchs de l'Euro. Fait marquant, ce Top 3 est composé exclusivement de rencontres du groupe D, celui de la France, de la Pologne, des Pays-Bas et de l'Autriche, avec notamment deux matchs de chaque équipe française et polonaise.

Le match France-Pologne (#FRAPOL) se distingue comme la rencontre la plus commentée sur les réseaux sociaux, avec plus de 101,4K mentions. Ce chiffre témoigne de l'énorme intérêt des supporters pour cette affiche, sans doute porté par la présence de Kylian Mbappé, l'une des stars les plus populaires du football mondial. Autre duel très suivi, Pays-Bas-France (#NEDFRA) a cumulé 88,9K mentions, illustrant la belle rivalité entre ces deux nations favorites au titre.



Tweets les plus engageants du Top 3 des matchs les plus mentionnés



Si certains matchs font vibrer les réseaux sociaux, d'autres peinent à susciter l'intérêt. C'est le cas de Slovénie-Serbie (#SVNSRB), avec seulement 4 500 mentions, et de Danemark-Serbie (#DENSRB), qui cumule à peine 3 000 mentions.



Ces chiffres s'expliquent sans doute par la faible popularité des équipes concernées, liée à la taille des nations et à leurs performances en deçà des attentes. De manière générale, les données révèlent que les rencontres impliquant des équipes de premier plan ou des rivalités historiques génèrent davantage de discussions et d'engagement sur les réseaux sociaux.

Au-delà des pelouses verdoyantes et des stades en liesse, l'Euro 2024 s'est imposé comme une véritable agora digitale, où les passions des supporters s'expriment et s'entrecroisent sur les réseaux sociaux. En analysant les communautés de fans, la démographie des nations participantes et les conversations en ligne, une évidence se dessine : l'Euro 2024 transcende les frontières et rassemble des millions d'individus à travers l'Europe, mais d'une manière plus modérée qu'à l'Euro 2020.

L'effervescence des supporters et l'engagement massif sur les réseaux sociaux témoignent de la place prépondérante qu'occupe ce tournoi dans le paysage sportif mondial. En effet, l'Euro 2024 n'est pas qu'une compétition sportive, c'est aussi une expérience collective et digitale qui fédère les peuples et célèbre la beauté du football ●

* Du 1er avril au 1er juillet, dans toute l'Europe et dans toutes les langues.

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président

alexandrem@eslrijvington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.